Pétition des habitants du 2, rue Sillem – 1207

Ville de Genève Service des pétitions	
R	29 AOÛT 2013
A traiter par:	
Copies:	

Genève, le 16 août 2013

Objet : résiliation de bail de Madame Simi - rue Sillem 2 - 3ème étage.

Nous avons appris avec une vive surprise la résiliation du bail de notre charmante voisine Madame Simi, pour cause de sous-occupation de son appartement.

Comment peut-on éthiquement donner son congé à une veuve retraitée, soumise à l'AVS, établie depuis 23 ans dans notre immeuble, alors que nul n'ignore la difficulté à trouver un logement et les prix pratiqués à Genève.

Voisins, commerçants, ballades, corps médical, réseau social, tout serait à recréer pour Madame Simi ayant pris ses repères et ses habitudes dans notre quartier depuis des décennies.

A-t-on pensé au tort moral que cela représente pour cette personne ?

N'est-t-il pas dit dans le nouveau règlement LC 21 531 entré en vigueur le 8 avril 2009, sous article 10 : 2 Si le taux d'occupation prévu par l'art. 5 n'est pas respecté, le loyer dû en vertu de l'alinéa 1 est majoré de :

25% si le locataire dispose d'une pièce excédentaire;

50% s'il dispose de deux pièces excédentaires;

75% s'il dispose de trois pièces excédentaires.

Pourquoi n'avoir pas évalué le côté humain de la situation de Mme Simi ?

Si une commission existe, sa fonction devrait être d'étudier chaque cas dans sa singularité. Surtout qu'il existe d'autres cas pour lesquels la ville a trouvé un arrangement, créant ainsi un précédent, dont les lois et les règlements sont soumis.

Y-aurait-t-il une nouvelle politique qui désirerait réserver tous les logements subventionnés à des cas dits sociaux ? Faisant ainsi des immeubles subventionnés de la Ville de Genève : des ghettos. Nul ne peut ignorer que seule la mixité de personnes vivant ensemble génère une meilleure harmonie entre elles. Elle fait ainsi que les cas dits sociaux se sentent à l'aise et non catégorisés et rassemblés dans un même immeuble. Etat social que nul n'a choisi délibérément.

La qualité des rapports entre habitants de notre immeuble est avérée, les habitants se sont toujours concertés lors de nuisances venues de l'intérieur comme de l'extérieur preuve en est les différentes pétitions.

Il y a quelques années un couple âgé recevait régulièrement des services de ses voisins.

Un respect de l'autre et une aide mutuelle règnent dans cet immeuble, ce qui est rare de nos jours.

Différentes études sociologiques ont prouvé que les immeubles restaient mieux entretenus lorsque les voisins communiquaient. Cela génère de la solidarité dans l'intérêt des habitants et de son propriétaire, la Ville de Genève.

Peut-on faire appel au bon sens de la Ville de Genève en lui demandant de revenir sur sa décision et en laissant Madame Simi vivre le dernier chemin de sa vie en toute quiétude ?

Pétition du 31 juillet 2013 adressée à la Gérance Immobilière de la Ville de Genève

Les habitants-locataires du 2, rue Sillem. :

(terminée le 18 août 2013)

*Copie
Adressée à tous les chefs de groupe*